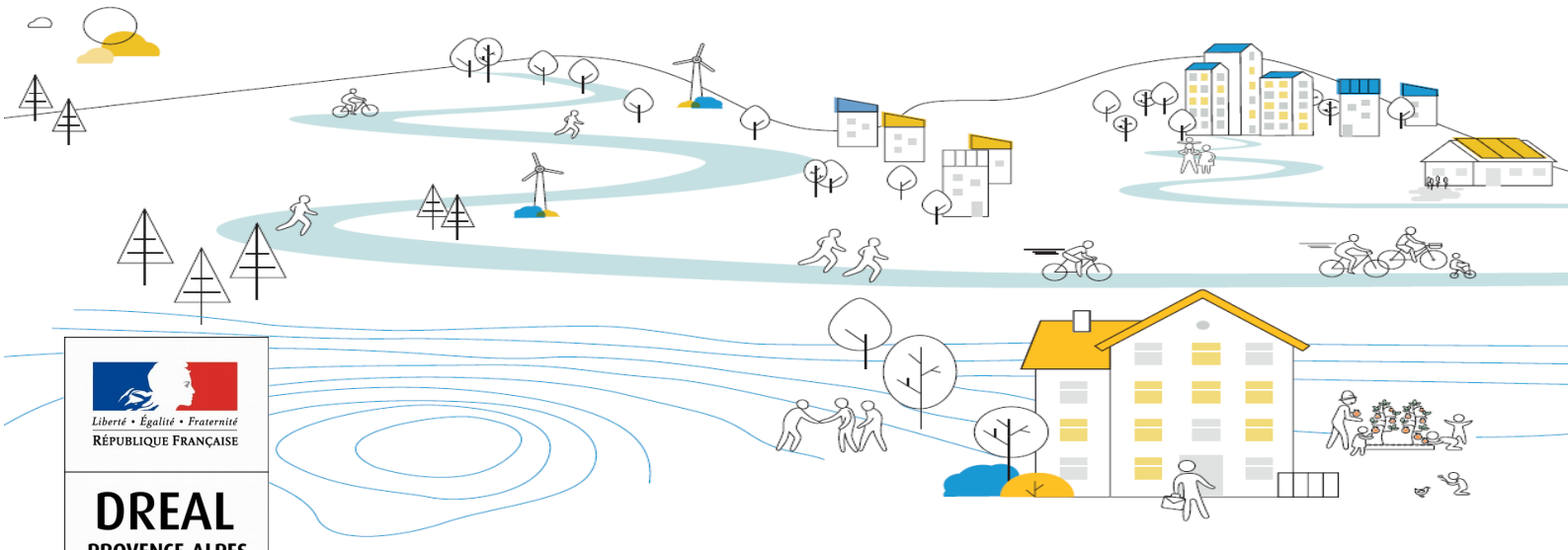
Infocentre du Système National d'Enregistrement

BILAN 2019



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DREAL
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

Rédaction

Justine NATUCCI
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Service Énergie Logement
Unité Politique de l'Habitat

Cartographie

Frédéric DENIS

Luc SOMMERMEYER

Alain VANPEENE
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Service Connaissance, Aménagement Durable et Évaluation
Unité Information Connaissance
Pôle Géomatique

Validation

Jacqueline DEJARDIN
Responsable de l'Unité Politique de l'Habitat

Pierre FRANC
Chef du Service Énergie Logement

Contact

uph.sel.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/

SOMMAIRE

1. CADRAGE MÉTHODOLOGIQUE....4

2. LA DEMANDE DE LOGEMENTS SOCIAUX....5

2.1. Éléments de référence nationaux....5

2.2. Éléments de référence régionaux et départementaux....6

2.2.1. Des tendances stables par rapport aux années précédentes....6

2.2.2. Des demandes de logement social d'une ancienneté moyenne régionale de 21 mois....8

2.2.3. Les motifs invoqués prioritairement par les ménages relèvent majoritairement de l'urgence....9

2.2.4. Profil des demandeurs de logement social au 31 décembre 2019....10

2.2.5. De nombreuses demandes faites par des petites cellules familiales....13

3. LES ATTRIBUTIONS DE LOGEMENTS SOCIAUX EN 2019....14

3.1. Éléments de référence nationaux....14

3.2. Éléments de référence régionaux et départementaux....15

3.2.1. Un délai d'attribution régional moyen de 19 mois....16

3.2.2. Les attributions concernent majoritairement des ménages déclarant un motif relevant de l'urgence....18

3.2.3. Des attributions majoritairement destinées à des ménages composés de peu de personnes....19

3.2.4. Profil des demandeurs de logement social satisfaits en 2019....20

3.2.5. Le contingent préfectoral reste le plus mobilisé des contingents....23

3.2.6. Les attributions des réservataires DALO (Droit Au Logement Opposable)....23

4. MISE EN RELATION DES DEMANDES AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET DES ATTRIBUTIONS DE LOGEMENTS SOCIAUX EN 2019....25

5. TENSION DE LA DEMANDE DE LOGEMENTS SOCIAUX....26

5.1. Tension globale de la demande de logements sociaux....26

5.2. Tension par typologie de logement....28

6. FLUX DES DEMANDES ET RADIATIONS DE L'ANNÉE 2019....29

1. CADRAGE MÉTHODOLOGIQUE

Les données communiquées dans ce rapport sont extraites de l'Infocentre du Système National d'Enregistrement (SNE), qui comptabilise l'ensemble des demandes de logement social en France.

Les données utilisées pour ce rapport datent du 27 mars 2020. Leur précision dépend de la bonne saisie des dossiers dans les bases de données SNE et InfoDALO.

Les demandes de logement social comportent toutes les demandes actives au 31 décembre 2019.

Sauf précision, les données comptabilisent les demandeurs de logement social qui ne résident pas dans le parc social au moment de leur demande (hors mutation), et ceux qui y résident déjà (mutation).

De même, sauf précision, les demandes de logement social pouvant être déposées tant par une personne physique que par une association, les données comprendront ces deux types de demandeurs.

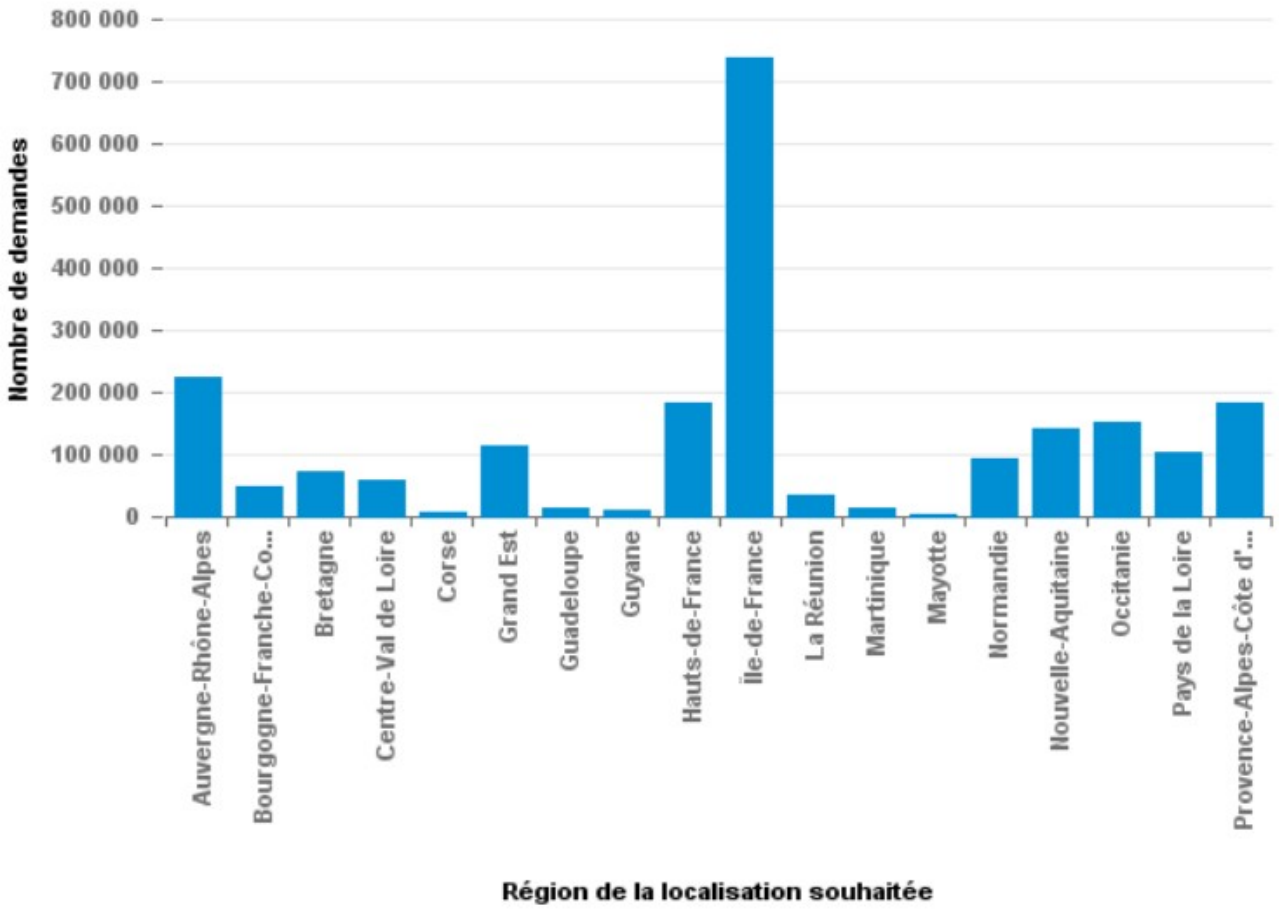
Les localisations souhaitées retenues correspondent à la première localisation souhaitée dans la demande de logement social.

Les motifs déclarés par les demandeurs se fondent uniquement sur le premier motif de la demande.

Conformément aux règles de secrétisation, les données inférieures à 11 seront masquées.

2. LA DEMANDE DE LOGEMENTS SOCIAUX

2.1. Éléments de référence nationaux

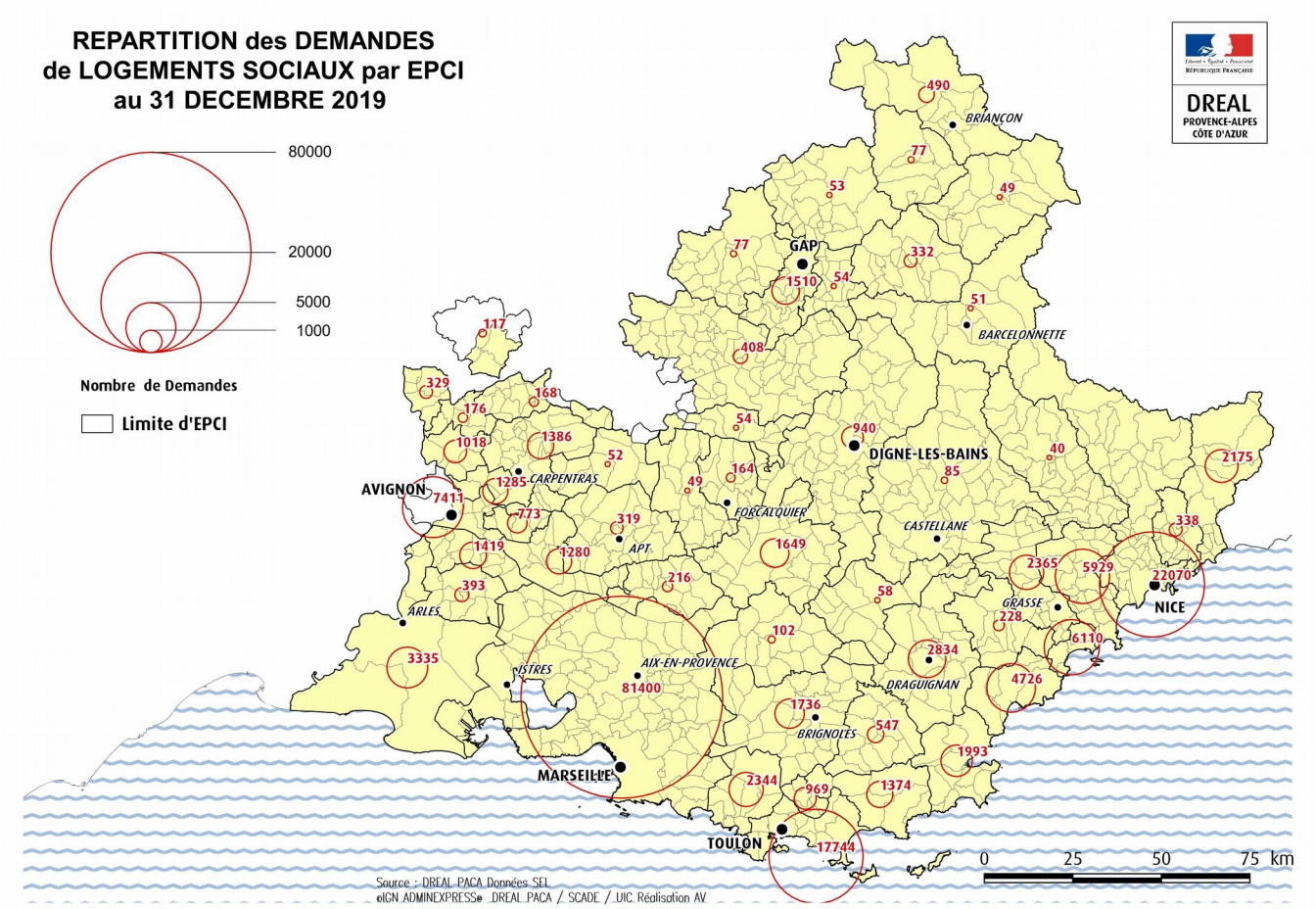


Au 31 décembre 2019, les régions comptant le plus de demandes de logement social sont, par ordre décroissant, l'Île-de-France (737 697 demandes), Auvergne-Rhône-Alpes (222 780 demandes), les Hauts-de-France (181 709), puis Provence-Alpes-Côte d'Azur (180 801).

A l'échelle des départements, les plus impactés sont Paris (185 785 demandes), la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, le Nord, le Val-de-Marne puis les Bouches-du-Rhône (85 618 demandes).

2.2. Éléments de référence régionaux et départementaux

2.2.1. Des tendances stables par rapport aux années précédentes



Au 31 décembre 2019, le nombre total de demandes actives de logement social pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'élève à 180 801.

Des tendances observées depuis plusieurs années se maintiennent, à savoir :

- d'une part, la concentration de l'essentiel des demandes au niveau départemental sur les Bouches-du-Rhône (47,35 %), les Alpes-Maritimes (21,6 %) et le Var (19,3 %) ;

- d'autre part, à une échelle géographique plus fine, la concentration de 35 % de l'ensemble des demandes de la Région sur 3 communes : Marseille (22,2 %), Nice (9,16 %) et Toulon (4 %).

L’analyse des demandes de logement social sur la Région peut être affinée au regard de deux critères :

- **Les demandes en mutation** (demandeur de logement social déjà résidant du parc social) et **hors mutation** (demandeur de logement social qui ne réside pas déjà dans le parc social) : sur la Région, environ un quart (26,6 %) des demandes sont faites par des personnes déjà intégrées au parc social. Cette proportion reste similaire à celles observées en 2016, 2017 et 2018.

Des disparités apparaissent toutefois au niveau départemental : si les Alpes-Maritimes ne sont concernées que par 20 % de ce type de demandes, ces dernières atteignent 36,5 % dans le Vaucluse.

	Hors Mutation	Mutation	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	2 290	894	**3 184**
Alpes-Maritimes	31 224	7 803	**39 027**
Bouches-du-Rhône	60 861	24 757	**85 618**
Hautes-Alpes	1 855	911	**2 766**
Var	26 777	8 114	**34 891**
Vaucluse	9 722	5 593	**15 315**
Somme :	**132 729**	**48 072**	**180 801**

- Les **personnes physiques et associations** : des demandes de logement social peuvent en effet être faites par des associations. Elles restent peu nombreuses puisqu’elles représentent 0,17 % de l’ensemble des demandes de logement social au niveau régional.

2.2.2. Des demandes de logement social d'une ancienneté moyenne régionale de 21 mois

Là où l'ancienneté moyenne des demandes de logement social est de 22 mois en France, celle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est de 21 mois.

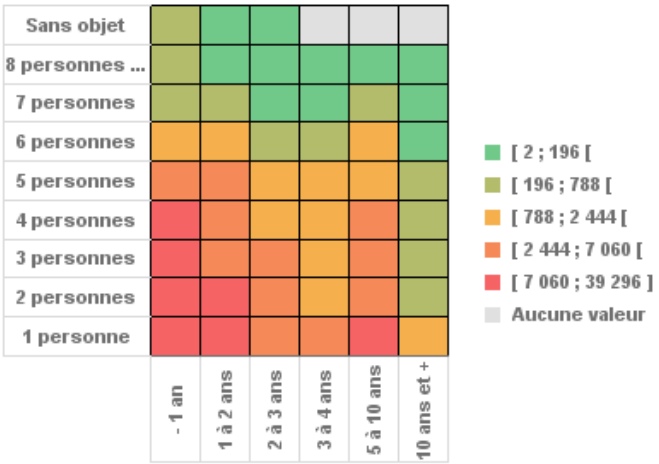
Les moyennes les plus basses concernent les Alpes-de-Haute-Provence (13 mois), les Hautes-Alpes et le Vaucluse (14) ; et les plus hautes les Bouches-du-Rhône (21), les Alpes-Maritimes (23) et le Var (25), où les demandes sont, pour rappel, les plus concentrées.

A une échelle plus fine, les demandes en stock au 31 décembre 2019 se concentrent essentiellement dans une ancienneté inférieure à un an.

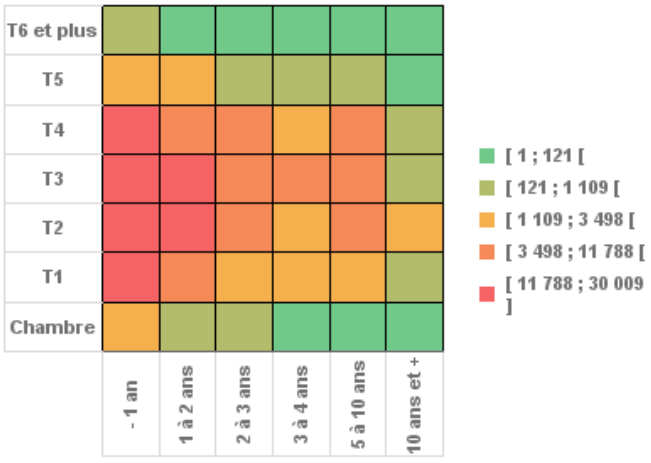
	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	5 à 10 ans	10 ans et +	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	2 186	570	197	93	121	16	**3 183**
Alpes-Maritimes	18 486	7 931	4 063	2 692	5 289	566	**39 027**
Bouches-du-Rhône	43 269	18 567	8 704	5 315	8 495	1 263	**85 613**
Hautes-Alpes	1 929	465	148	61	125	37	**2 765**
Var	16 437	7 067	3 726	2 312	4 526	822	**34 890**
Vaucluse	9 708	3 095	1 174	639	660	39	**15 315**
Somme :	**92 015**	**37 695**	**18 012**	**11 112**	**19 216**	**2 743**	**180 793**

Globalement, les demandes les plus nombreuses sont assez récentes (de moins d'un an à 2 ans), pour des ménages de une à quatre personnes, sur des logements de type T1 à T4.

Ancienneté des demandes selon la taille du ménage

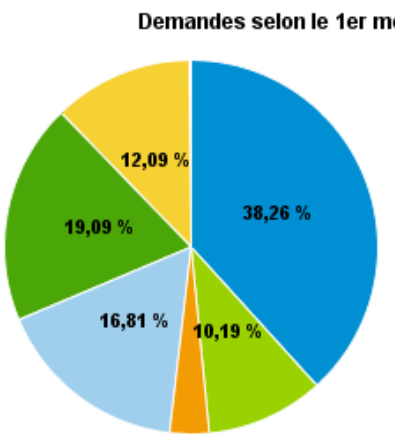


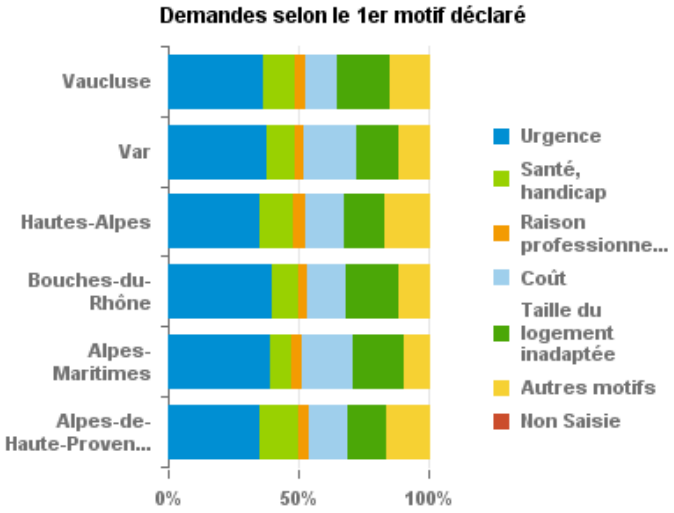
Ancienneté des demandes selon le type de logement recherché



2.2.3. Les motifs invoqués prioritairement par les ménages relèvent majoritairement de l'urgence

Plusieurs motifs peuvent être retenus pour apprécier le degré d'urgence d'une demande de logement social. Les justificatifs de situation[1] devront être produits avant la présentation du dossier en commission. Dans le cadre de cette analyse n'a été retenu que le premier motif invoqué dans la demande de logement social.





Urgence
Sans logement, hébergé, en logement temporaire, décohabitation, démolition, divorce, séparation, décohabitation, en procédure d'expulsion, logement insalubre ou dangereux, logement non décent, logement repris ou mis en vente, violences familiales

Santé, handicap
Raisons de santé, handicap

Taille du logement inadaptée
Logement trop grand ou trop petit

Raison professionnelle
Mobilité professionnelle, mutation, demandeur ou conjoint assistant(e) maternel(le) ou familial(e), rapprochement du lieu de travail

Coût
Accédant à la propriété en difficulté, logement trop cher

Autres motifs
Futur mariage, concubinage, PACS, problèmes d'environnement ou de voisinage, rapprochement de la famille, regroupement familial, rapprochement des équipements et services, renouvellement urbain, autres motifs.

Les motifs relevant de l'urgence, certes assez nombreux et variés, comptent pour 38,3 % des motifs invoqués au niveau régional, et suivent le même ordre de grandeur à l'échelle départementale (de 34 à 40%). 19,1 % concernent la taille du logement, et environ 17 % son coût.

	Urgence	Santé, handicap	Raison professionnelle	Coût	Taille du logement inadaptée	Autres motifs	Non Saisie	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	1 106	459	136	466	484	531	2	**3 184**
Alpes-Maritimes	14 973	3 276	1 404	7 642	7 770	3 927	35	**39 027**
Bouches-du-Rhône	33 747	8 609	2 806	12 889	16 879	10 465	223	**85 618**
Hautes-Alpes	948	353	144	396	433	492		**2 766**
Var	12 865	3 923	1 043	7 146	5 769	4 134	11	**34 891**
Vaucluse	5 536	1 805	595	1 855	3 185	2 305	34	**15 315**
Somme :	**69 175**	**18 425**	**6 128**	**30 394**	**34 520**	**21 854**	**305**	**180 801**

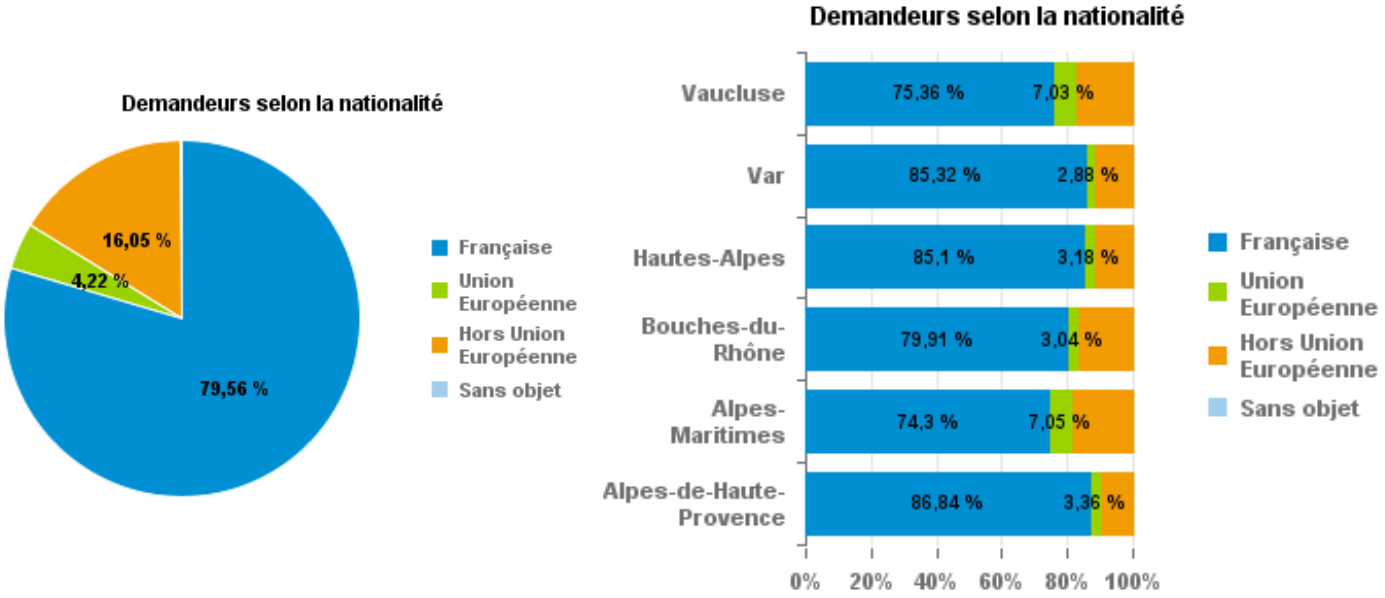
1 La liste des justificatifs à fournir est disponible via https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F10007 .

2.2.4. Profil des demandeurs de logement social au 31 décembre 2019

57,7 % des demandes actives en Provence-Alpes-Côte d'Azur au 31 décembre 2019 ont été faites par des femmes. Au niveau départemental, cette donnée oscille entre 54,4 % des demandes (Vaucluse) et 61,8 % (Alpes-de-Haute-Provence).

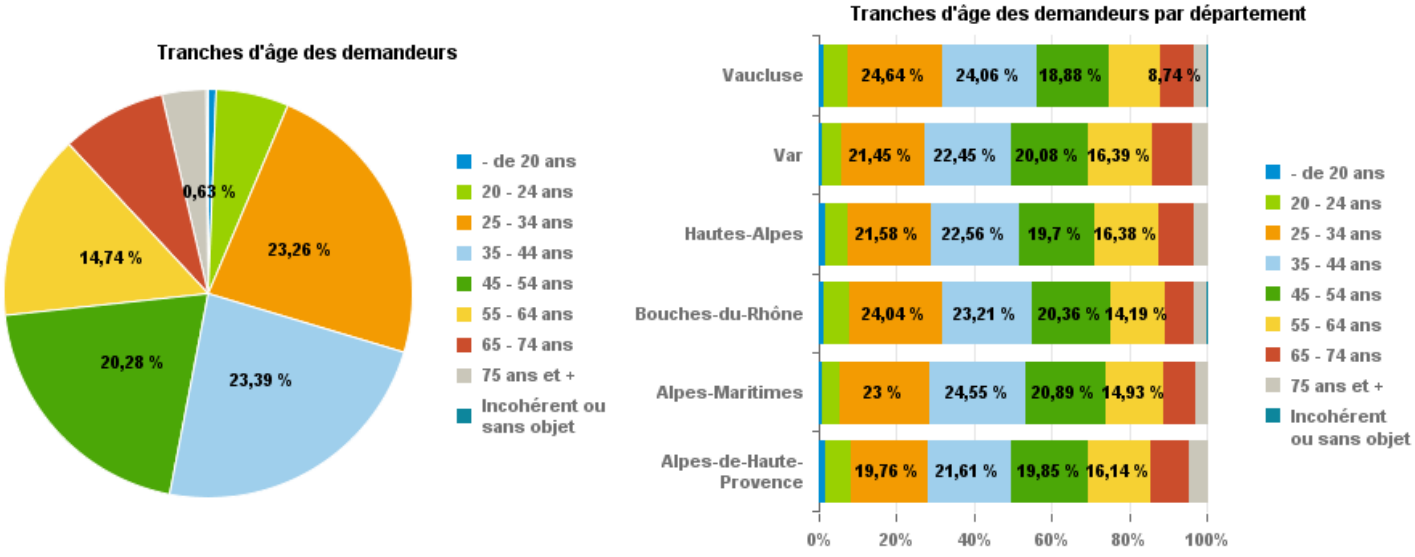
A titre indicatif, en 2016, le Recensement de la Population de l'INSEE recensait 52 % de femmes sur la Région. Ces dernières sont donc surreprésentées parmi les demandeurs de logement social.

Environ 80 % des demandeurs de logement social de la Région sont de nationalité française ; 4,2 % sont issus de l'Union Européenne et 16,05 % hors Union Européenne.



Les femmes sont surreprésentées dans la première catégorie, à hauteur de 61,8 %, alors que les hommes représentent la majorité (55 et 58,8 %) des deux dernières catégories. Ce constat s'observe également à l'échelle de tous les départements, dans des proportions variables.

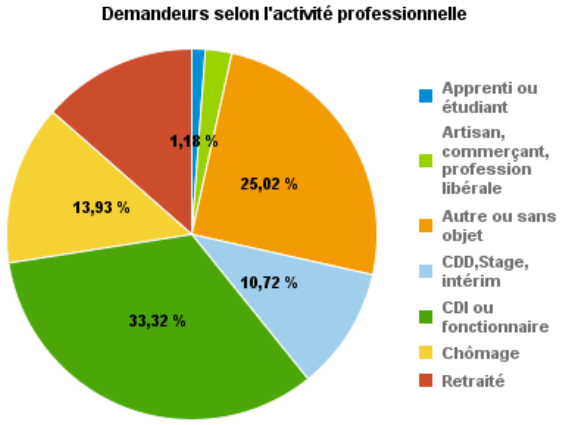
Les tranches d'âge des demandeurs sont, quant à elles, concentrées autour des 25-44 ans.



Il convient de noter que les femmes sont surreprésentées, quelles que soient les tranches d'âge, et avec une prédominance très marquée sur les tranches d'âge les plus basses : 64,4 % des demandeurs de moins de 20 ans et 68,4 % de ceux entre 20 et 24 ans sont des femmes.

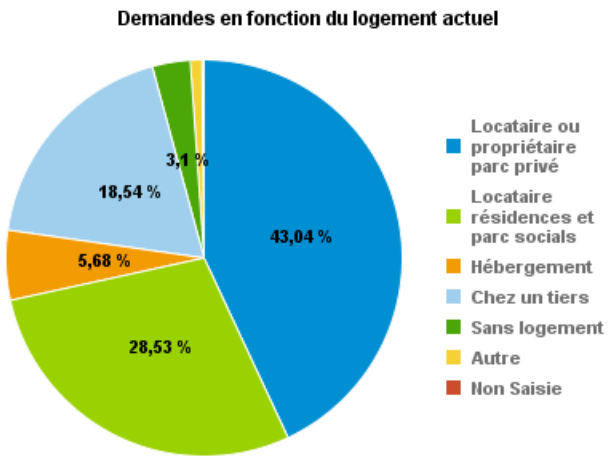
En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la majorité des demandeurs ont un CDI ou sont fonctionnaires (33,32%), majorité que l'on retrouve dans l'ensemble des départements, sauf les départements ruraux (04 et 05) où la catégorie « Autre ou sans objet » prédomine.

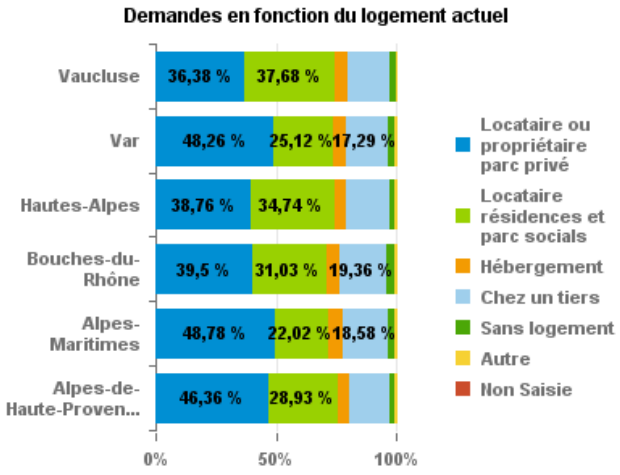
13,93 % des demandeurs sont au chômage dans une région où le taux de chômage au 4ème trimestre 2019 était de 9,3 % (source : INSEE).



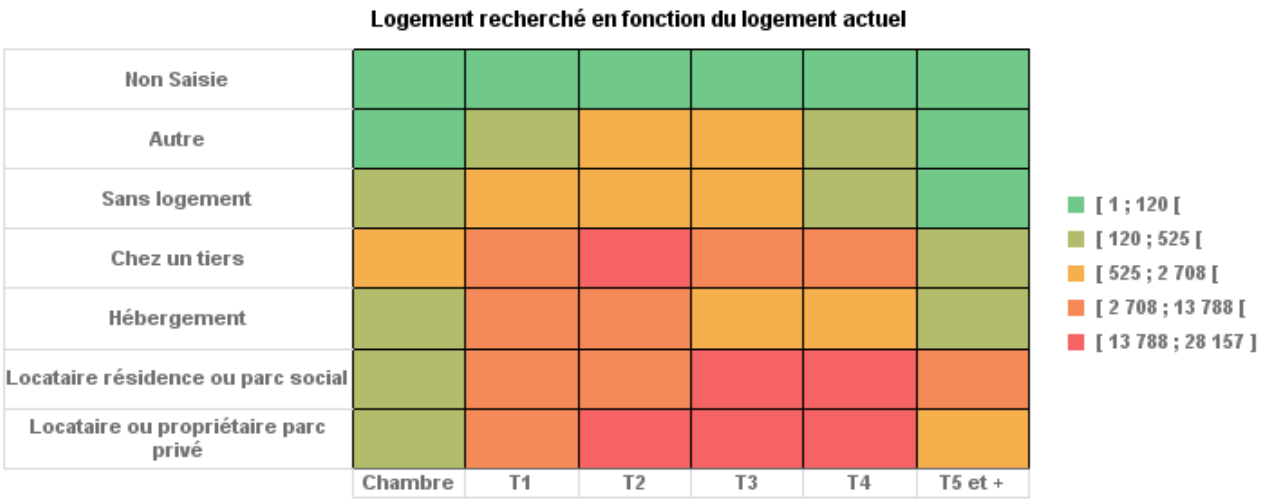
	Alpes-de-Haute-Provence	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Hautes-Alpes	Var	Vaucluse	Somme :
CDI ou fonctionnaire	768	15 436	28 671	682	10 452	4 226	**60 235**
CDD,Stage, intérim	333	3 936	9 344	408	3 230	2 125	**19 376**
Artisan, commerçant, profession libérale	64	1 004	1 581	69	1 075	367	**4 160**
Chômage	527	5 252	11 429	415	4 923	2 639	**25 185**
Etudiant	42	247	870	18	169	81	**1 427**
Apprenti	22	121	384	16	100	62	**705**
Retraité	563	5 062	10 351	447	5 961	2 099	**24 483**
Autre ou sans objet	865	7 969	22 988	711	8 981	3 716	**45 230**
Somme :	**3 184**	**39 027**	**85 618**	**2 766**	**34 891**	**15 315**	**180 801**

A l'échelle régionale, environ 43 % des demandeurs de logement social sont locataires ou propriétaires du parc privé ; 28,5 % locataires d'une résidence sociale ou du parc social ; 19 % logés chez un tiers[2]. 5,7 % sont hébergés, et 3,1 % sans logement. Évidemment, une approche départementale fait apparaître quelques nuances, et des cas particuliers, comme le Vaucluse qui totalise autant de demandeurs résidant en parc privé et en parc social.





2 N'est pris en compte ici que le premier mode de logement actuel indiqué dans la demande de logement social.



Les logements sociaux se divisent en plusieurs catégories, selon le type de prêt ayant servi à son financement. Pour chaque programme, une convention signée avec l'État définit l'encadrement des loyers mais aussi les plafonds de ressources des futurs locataires, selon les revenus fiscaux de référence, le nombre de personnes composant le ménage, et la future zone d'habitation[3].

Concernant les plafonds de ressources par rapport à la localisation souhaitée, 66 % des demandeurs de la région ont des revenus inférieurs ou égaux au Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), et 18,7 % entre le PLAI et le Prêt Locatif à Usage Social (PLUS). Ces données sont à relativiser en raison d'une non-saisie de 9,8 %.

	=< PLAI	> PLAI et =< PLUS	> PLUS et =< PLS	> PLS	Non saisie	Sans objet	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	2 238	636	95	54	159	2	**3 184**
Alpes-Maritimes	23 797	8 326	1 857	830	4 185	35	**39 030**
Bouches-du-Rhône	57 437	14 783	2 901	1 322	8 954	223	**85 620**
Hautes-Alpes	1 771	620	97	48	229		**2 765**
Var	23 088	7 019	1 324	528	2 922	11	**34 892**
Vaucluse	10 992	2 561	348	144	1 236	35	**15 316**
Somme :	**119 323**	**33 945**	**6 622**	**2 926**	**17 685**	**306**	**180 807**

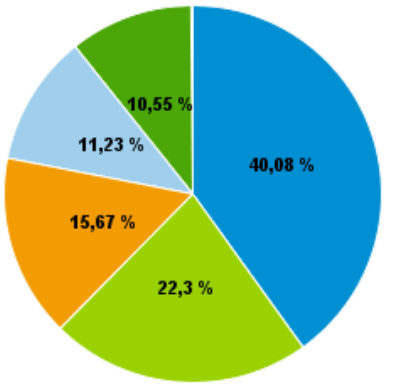
**Extraction en date du 03 avril 2020*

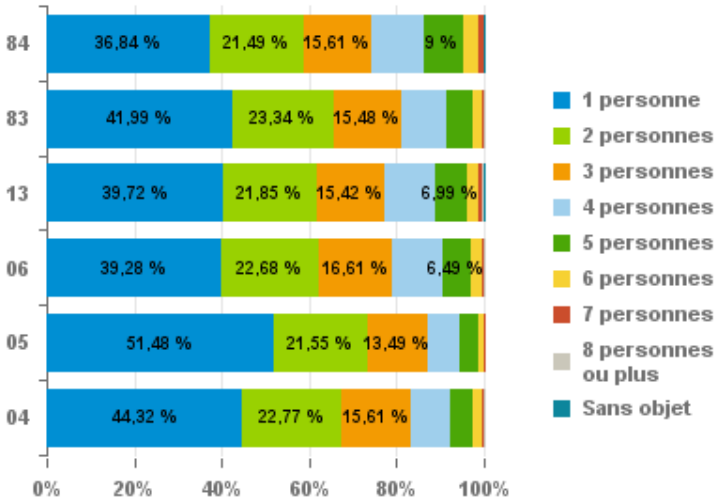
3 Tous les détails sur https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F869 .

2.2.5. De nombreuses demandes faites par des petites cellules familiales

Globalement, tant à l'échelle régionale que départementale, plus le nombre de personnes composant le ménage est nombreux, plus le nombre de demandes de logement social diminue. Autrement dit, les demandes concernent principalement des ménages composés d'une (40 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur), deux (22,3 %), voire trois personnes (15,7 %).

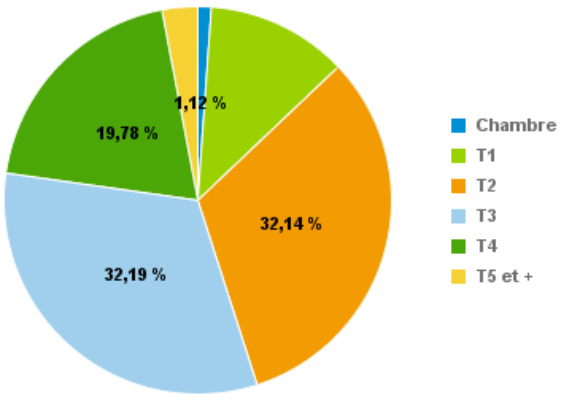
Demandes de logement social selon la taille des ménages



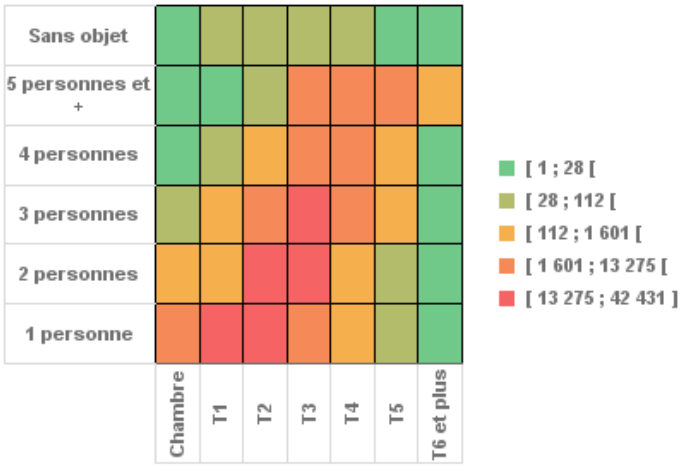


Sans surprise, ce sont donc les T2 (32,14 %) et T3 (32,19 %) qui sont les types de logement les plus demandés dans la région.

Demandes de logement social en fonction du logement recherché



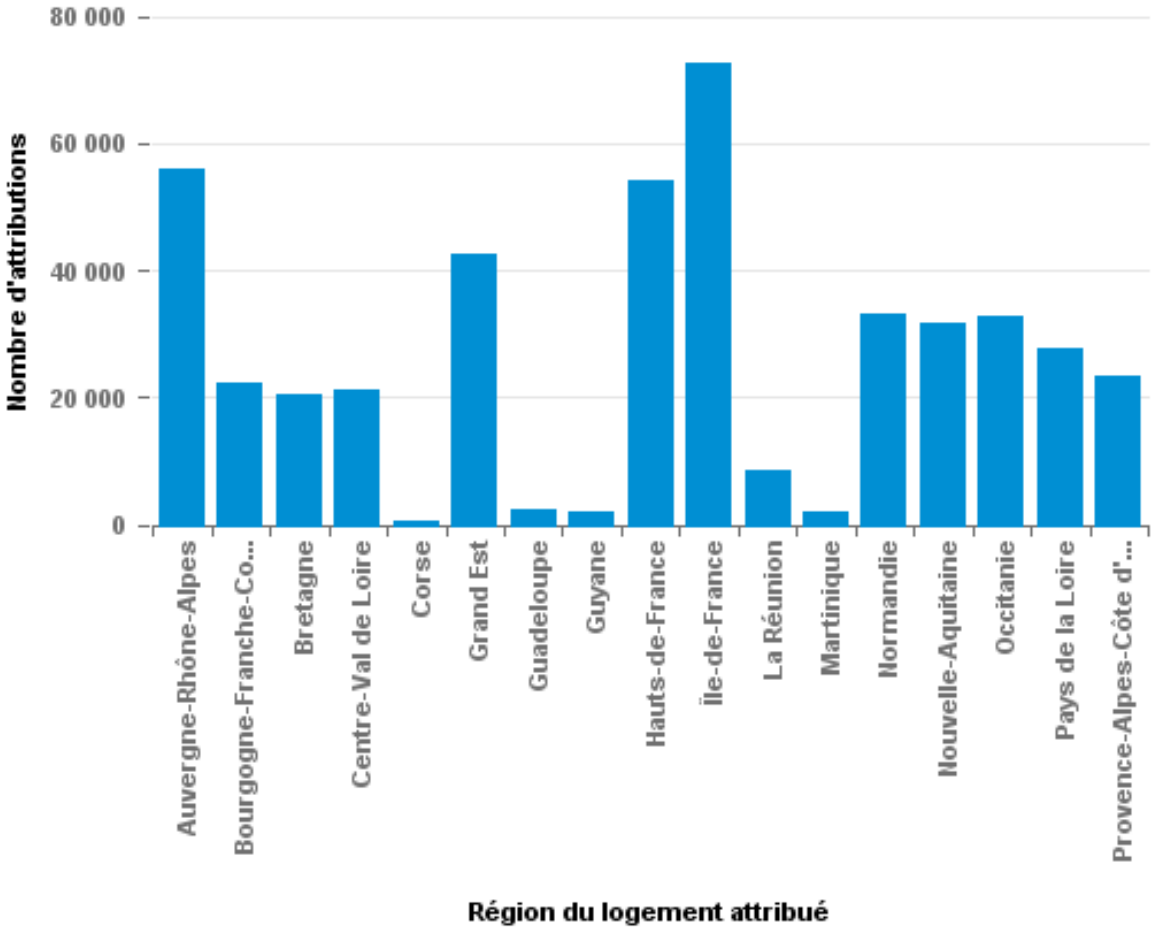
Type de logement recherché selon la taille du ménage



	Chambre	T1	T2	T3	T4	T5 et +	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	24	381	1 060	1 011	632	76	**3 184**
Alpes-Maritimes	448	6 018	13 360	12 545	6 106	550	**39 027**
Bouches-du-Rhône	1 058	9 162	26 729	27 442	18 336	2 891	**85 618**
Hautes-Alpes	27	407	957	847	450	78	**2 766**
Var	317	4 086	11 939	11 189	6 377	983	**34 891**
Vaucluse	155	1 262	4 057	5 173	3 864	804	**15 315**
Somme :	**2 029**	**21 316**	**58 102**	**58 207**	**35 765**	**5 382**	**180 801**

3. LES ATTRIBUTIONS DE LOGEMENTS SOCIAUX EN 2019

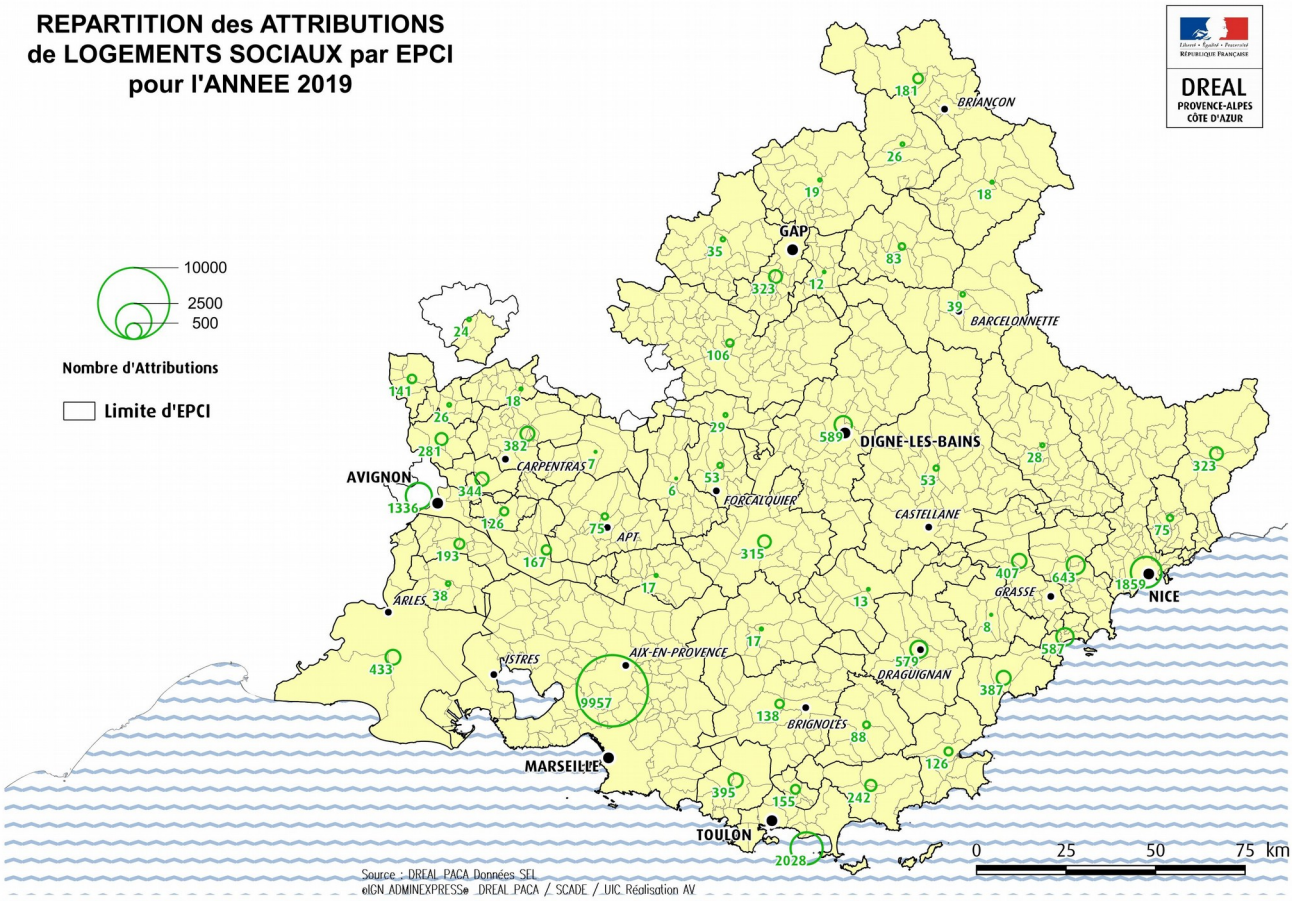
3.1. Éléments de référence nationaux



Les régions dénombrant le plus d'attributions en 2019 par ordre décroissant sont l'Île-de-France (72 895), Auvergne-Rhône-Alpes (55 918), les Hauts-de-France (54 264) puis le Grand Est (42 626). La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la neuvième région comptant le plus d'attributions par ordre décroissant (23 550) sur cette période.

A l'échelle des départements, les attributions les plus nombreuses en 2019 interviennent dans le Nord (24 358), le Pas-de-Calais (14 948), la Seine-Maritime (14 776) et le Rhône (12 712). Les Bouches-du-Rhône constituent le neuvième département de cette liste décroissante avec 10 572 attributions en 2019.

3.2. Éléments de référence régionaux et départementaux



En 2019, 23 550 logements sociaux ont été attribués sur l'ensemble de la région.

Si les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et le Var sont les départements les plus demandés, ce sont également ces départements qui totalisent le plus d'attributions. Cette tendance s'observe depuis plusieurs années.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Alpes-de-Haute-Provence	840	851	722	745	822	912	1 146
Alpes-Maritimes	2 459	3 575	3 992	3 610	3 520	3 948	3 922
Bouches-du-Rhône	9 214	9 612	10 462	10 664	11 746	10 874	10 572
Hautes-Alpes	901	874	929	807	795	933	729
Var	3 614	3 555	3 578	4 075	4 707	4 164	4 200
Vaucluse	1 935	2 611	2 858	2 825	2 917	3 093	2 981
Somme :	**18 963**	**21 078**	**22 541**	**22 726**	**24 507**	**23 924**	**23 550**

La part des attributions liés à des mutations au sein du parc social représente en Provence-Alpes-Côte d'Azur 22 % des attributions totales pour l'année 2019. Elle est globalement en cohérence avec la proportion de la demande.

	Hors Mutation	Mutation	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	956	190	**1 146**
Alpes-Maritimes	3 248	674	**3 922**
Bouches-du-Rhône	7 940	2 632	**10 572**
Hautes-Alpes	537	192	**729**
Var	3 493	707	**4 200**
Vaucluse	2 180	801	**2 981**
Somme des attributions :	**18 354**	**5 196**	**23 550**

	Association	Personne physique	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	[1;10]	[1136 ; 1145]	**1 146**
Alpes-Maritimes	41	3 881	**3 922**
Bouches-du-Rhône	224	10 348	**10 572**
Hautes-Alpes	[1;10]	[719 ; 728]	**729**
Var	12	4 188	**4 200**
Vaucluse	39	2 942	**2 981**
Somme des attributions :	**319**	**23 231**	**23 550**

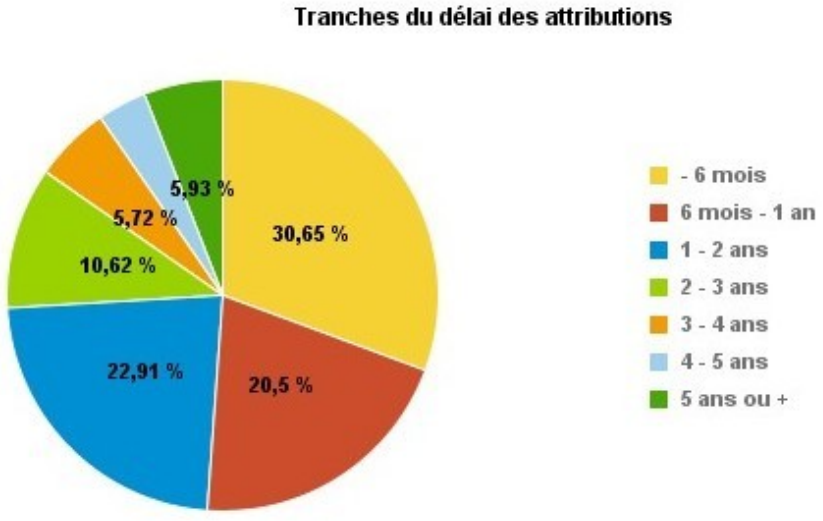
1,35 % des attributions concernent les associations.

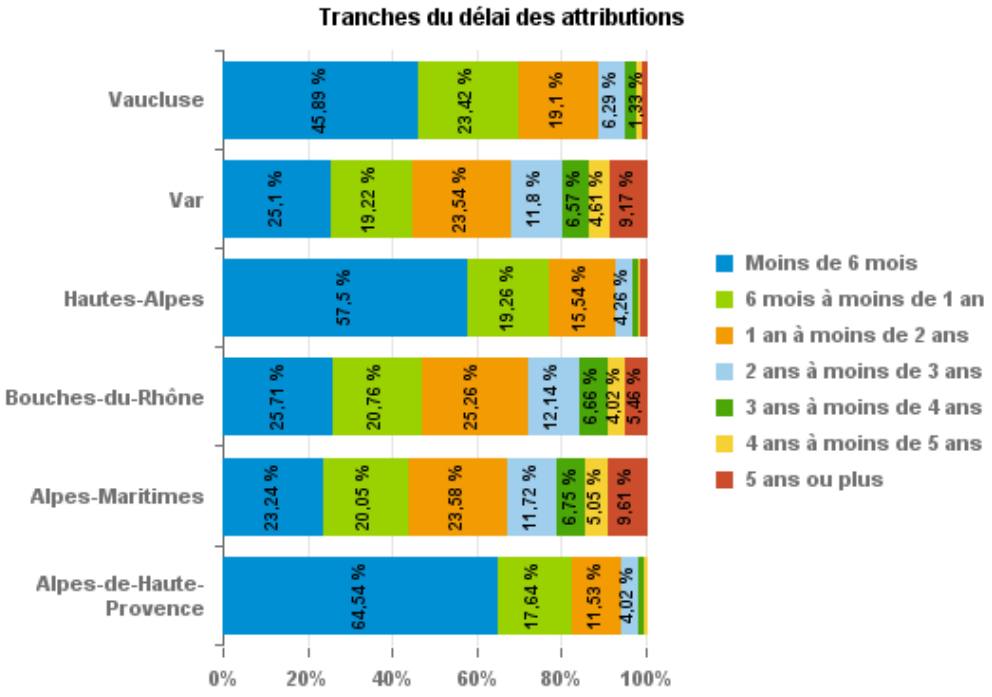
3.2.1. Un délai d'attribution régional moyen de 19 mois

Le délai moyen d'attribution est de 19 mois en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit 5 mois de plus que la moyenne nationale (14).

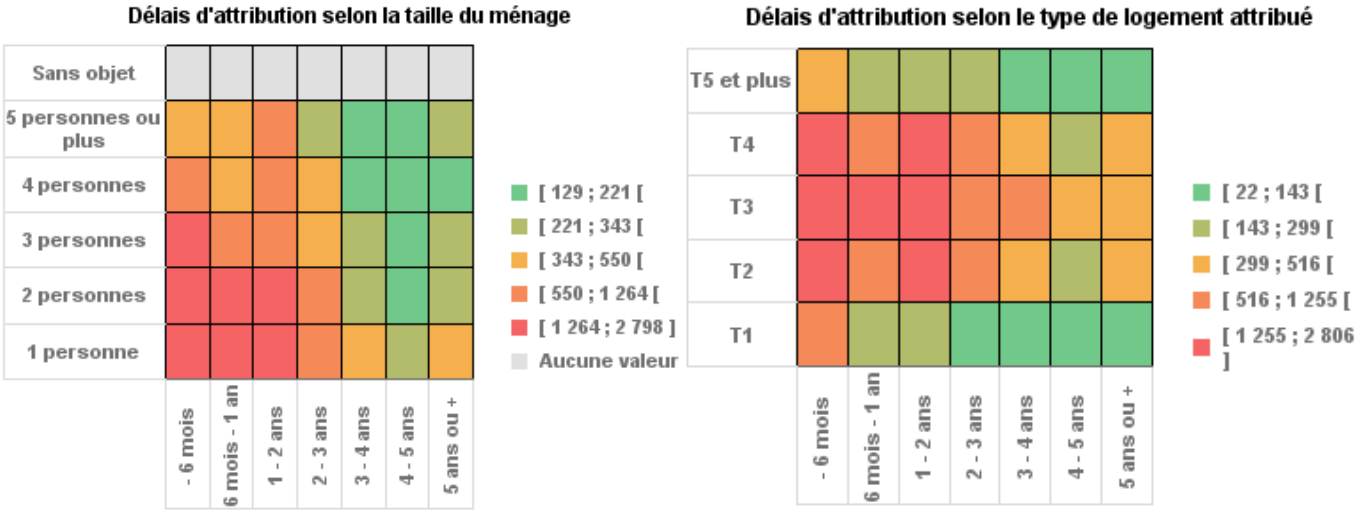
Pour rappel, les attributions ne concernent qu'une année (2019), là où les demandes concernent l'ensemble des années jusqu'au 31 décembre 2019, soit le cumul de toutes les demandes existant jusqu'alors. Il n'est donc pas surprenant que les demandes de logement social au niveau régional connaissent une ancienneté moyenne de 21 mois, et que le délai moyen d'attribution soit de 19 mois seulement. En effet, les plages des demandes sont à la fois plus étendues, et plus nombreuses, ce qui influence la moyenne, surtout en comparant avec des attributions moins nombreuses et seulement prises sur une année.

Les départements ruraux comptent les délais d'attribution les plus courts (7 mois pour les Alpes-de-Haute-Provence ; 9 pour les Hautes-Alpes), le Vaucluse détient une moyenne de 11 mois, les Bouches-du-Rhône 20 mois, et les Alpes-Maritimes et le Var 23 mois. Ces derniers départements concentrent, pour rappel, un nombre de demandes plus important.



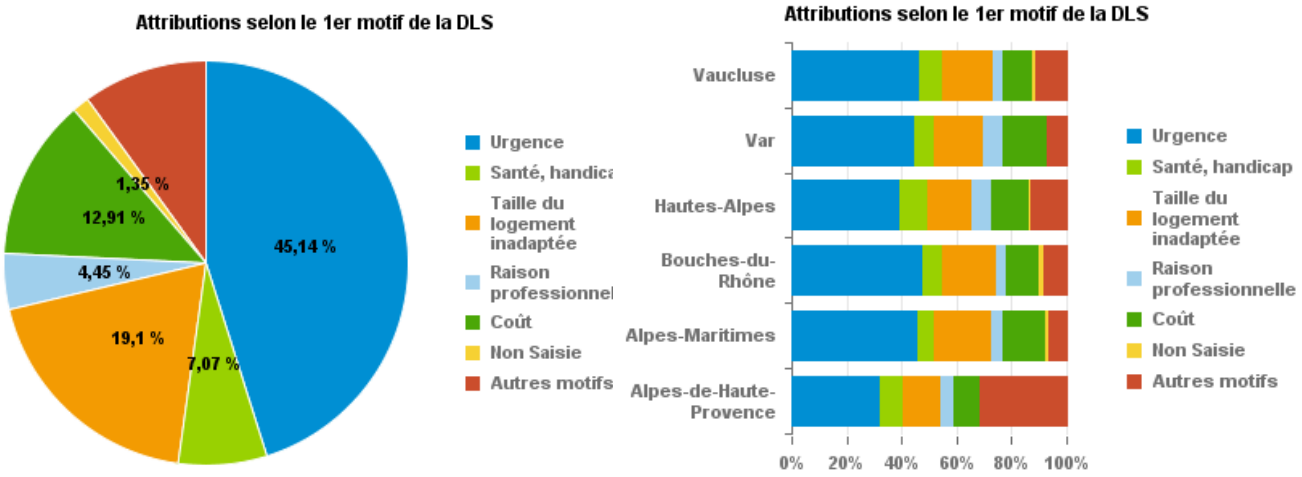


Ces délais d'attributions varient bien évidemment en fonction du type de logement attribué et de la taille des ménages.



3.2.2. Les attributions concernent majoritairement des ménages déclarant un motif relevant de l'urgence

Toujours selon la même classification du premier motif invoqué dans la demande de logement social (explicitée ci-après), 45,1 % des attributions 2 019 en Provence-Alpes-Côte d'Azur concernent des demandes ayant déclaré un premier motif relevant de l'urgence ; puis d'un logement dont la taille est inadaptée, en particulier dans les Bouches-du-Rhône (2 098 attributions concernées sur les 4 497 de la région). Les attributions ayant pour motif premier le coût du logement (12,9 % des attributions de la période) sont particulièrement concentrées sur les Bouches-du-Rhône d'une façon plus importante (1 221 attributions) que le reste de la région (3 040 en tout).



Urgence
Sans logement, hébergé, en logement temporaire, décohabitation, démolition, divorce, séparation, décohabitation, en procédure d'expulsion, logement insalubre ou dangereux, logement non décent, logement repris ou mis en vente, violences familiales

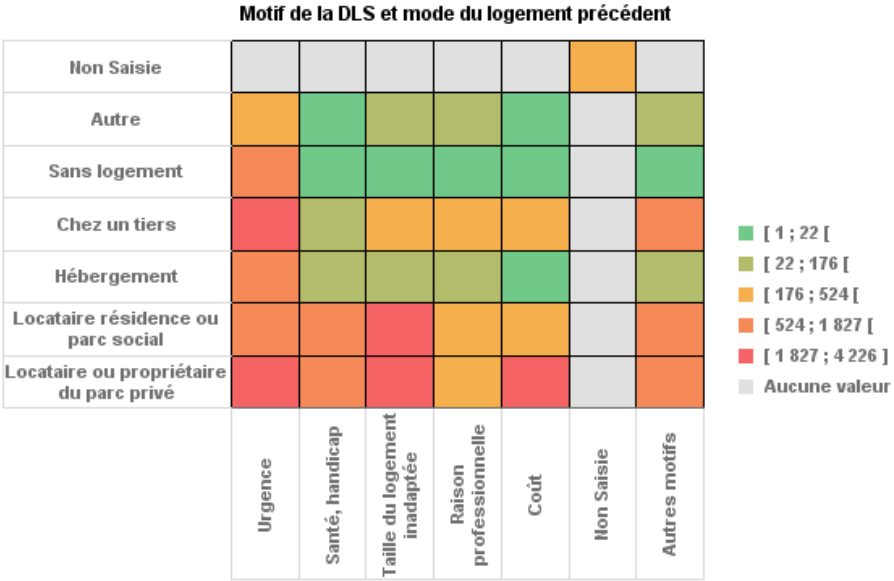
Santé, handicap
Raisons de santé, handicap

Taille du logement inadaptée
Logement trop grand ou trop petit

Raison professionnelle
Mobilité professionnelle, mutation, demandeur ou conjoint assistant(e) maternel(le) ou familial(e), rapprochement du lieu de travail

Coût
Accédant à la propriété en difficulté, logement trop cher

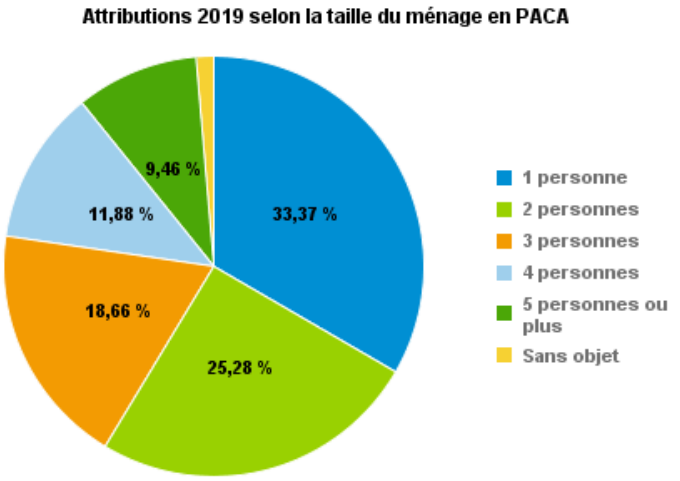
Autres motifs
Futur mariage, concubinage, PACS, problèmes d'environnement ou de voisinage, rapprochement de la famille, regroupement familial, rapprochement des équipements et services, renouvellement urbain, autres motifs.

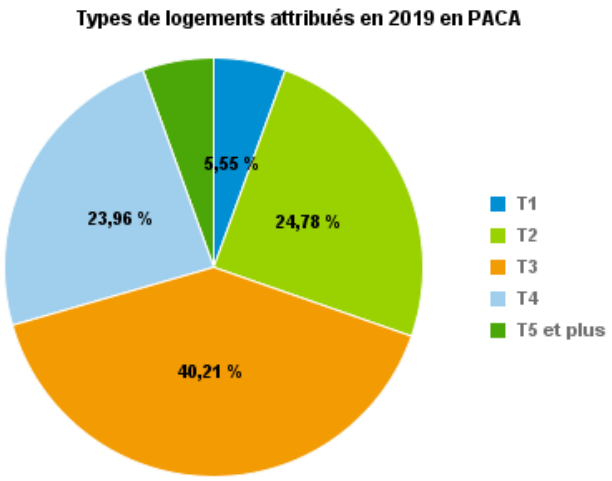


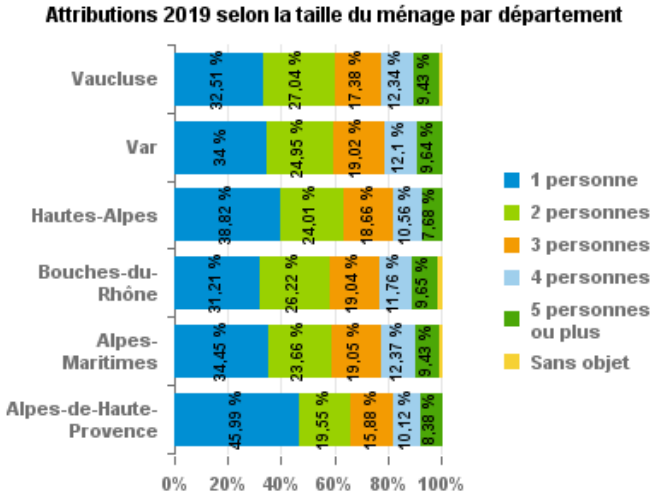
3.2.3. Des attributions majoritairement destinées à des ménages composés de peu de personnes

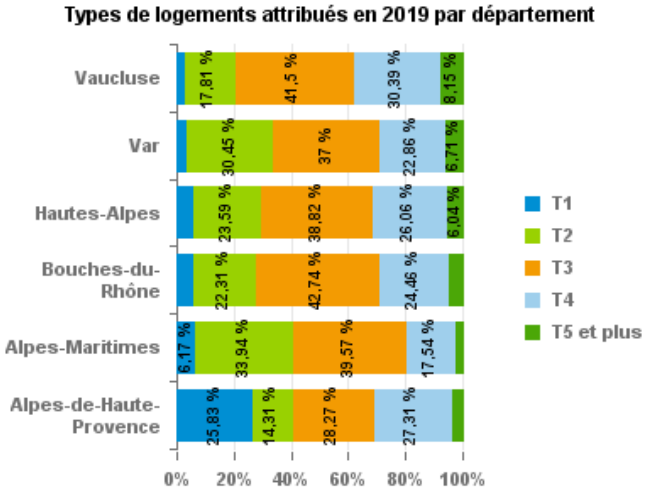
La plupart des ménages bénéficiaires d'un logement social en 2019 dans la région se composait d'une (33,4 %), de deux (25,3 %) ou de trois (18,7 %) personnes. Comme pour les demandes de logement social, plus le ménage comporte un nombre élevé de personnes, plus le nombre d'attributions diminue, à l'échelle de la région mais aussi de l'ensemble des départements.

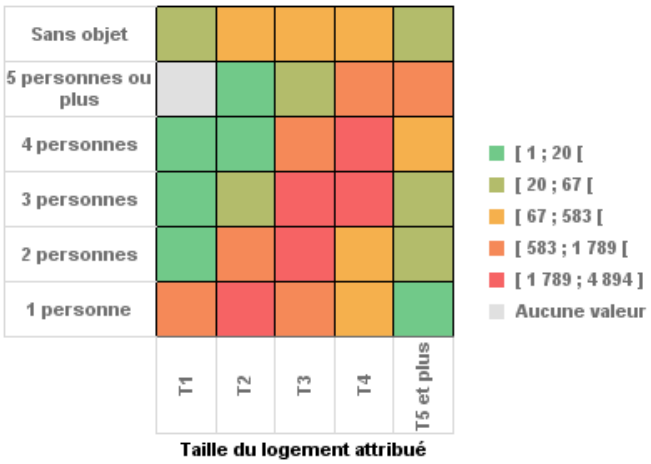
Les logements attribués, quant à eux, sont majoritairement des T3, puis des T2.









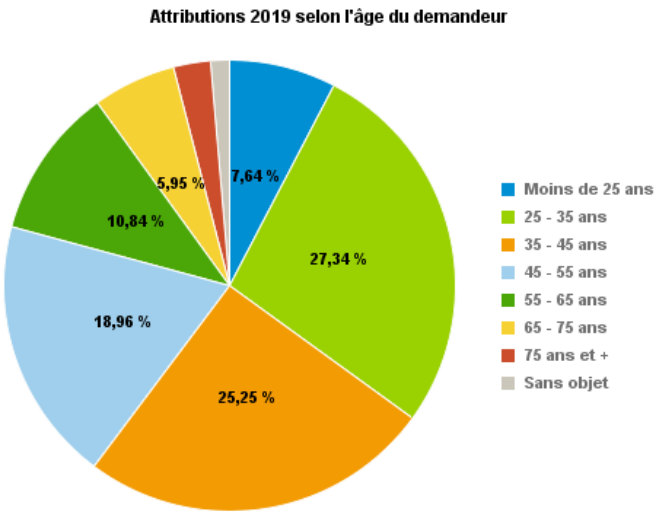


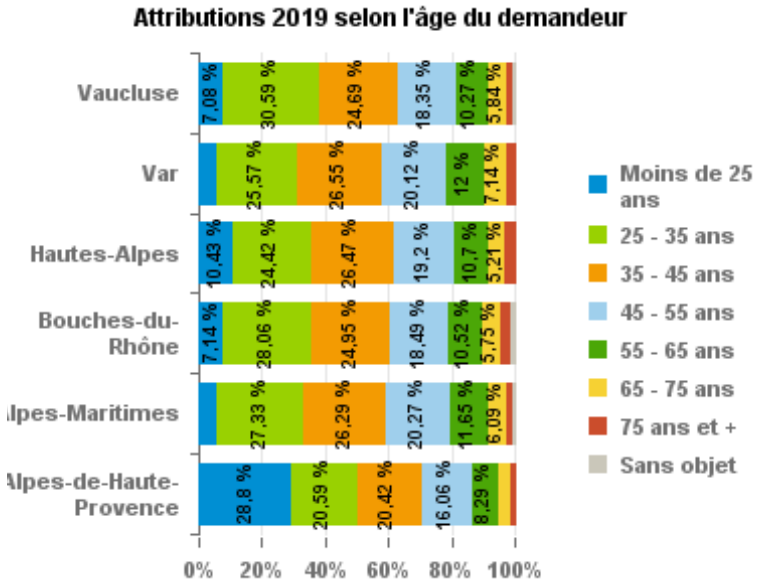
3.2.4. Profil des demandeurs de logement social satisfaits en 2019

58 % des logements sociaux attribués en 2019 dans la région l'ont été à des femmes, qui sont, pour rappel, plus nombreuses parmi les demandeurs de logement social. Cette tendance est donc en cohérence avec celle des demandes.

	F	M	Sans objet	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	697	448	1	**1 146**
Alpes-Maritimes	2 273	1 608	41	**3 922**
Bouches-du-Rhône	5 997	4 351	224	**10 572**
Hautes-Alpes	414	313	2	**729**
Var	2 423	1 765	12	**4 200**
Vaucluse	1 689	1 253	39	**2 981**
Somme :	**13 493**	**9 738**	**319**	**23 550**

Au niveau régional, les tranches d'âge les plus représentées sont les 25-34 ans (27,3 %), 35-44 ans (25,25 % %), puis les 45-54 ans (19 %).



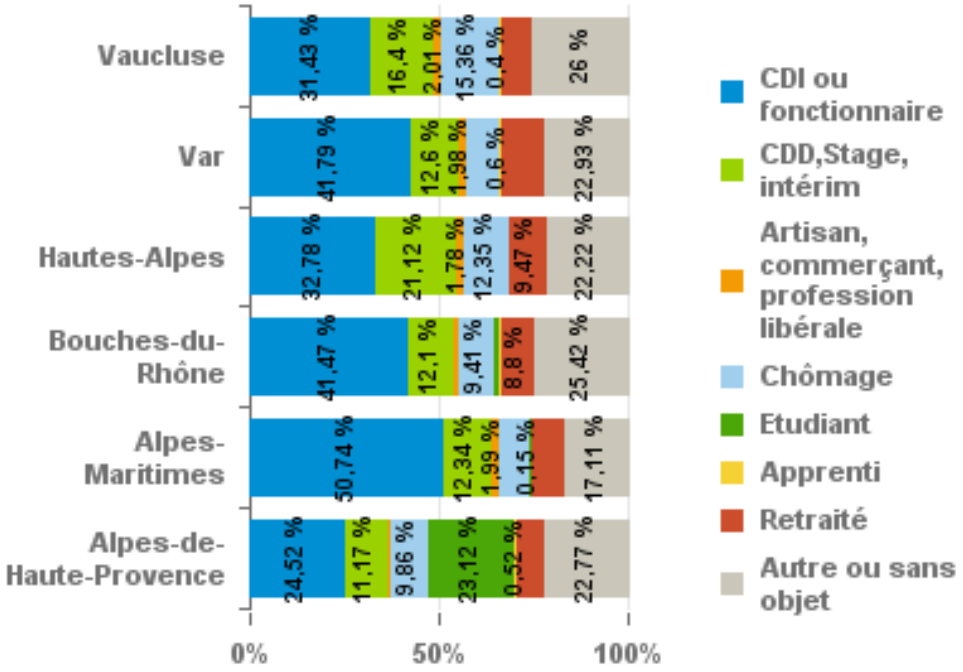


80,9 % des demandeurs ayant obtenu un logement social en 2019 en Provence-Alpes-Côte d'Azur sont de nationalité française, 3,9 % d'un pays membre de l'Union Européenne, et 13,8 % d'un pays non membre de l'Union Européenne.

	Française	Union Européenne	Hors Union Européenne	Sans objet	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	1 027	33	85	1	**1 146**
Alpes-Maritimes	2 986	245	650	41	**3 922**
Bouches-du-Rhône	8 529	318	1 501	224	**10 572**
Hautes-Alpes	622	33	72	2	**729**
Var	3 706	83	399	12	**4 200**
Vaucluse	2 179	207	556	39	**2 981**
Somme :	**19 049**	**919**	**3 263**	**319**	**23 550**

Au niveau régional, 40,7 % des logements attribués en 2019 l'ont été à des personnes en CDI ou fonctionnaires ; 23,4 % à des personnes dans d'autres situations que celles énumérées ; 13 % à des personnes en CDD, stage ou intérim.

Attributions 2019 selon la situation professionnelle



En 2019, 70,8 % des attributions dans la région ont concerné des ménages ayant des ressources inférieures ou égales au PLAI ; 21,7 % avec des ressources comprises entre les plafonds du PLAI et PLUS. Les associations bénéficiaires d'un logement social ne sont pas incluses dans le tableau suivant.

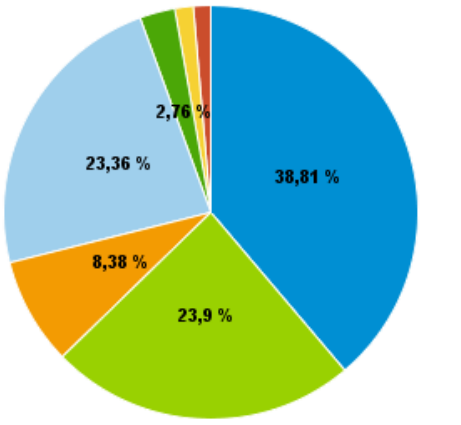
	=< PLAI	> PLAI et =< PLUS	> PLS	> PLUS et =<PLS	Non saisie	Somme :
Alpes de Haute-Provence	902	189	27	13	14	**1 145**
Alpes-Maritimes	2 561	1 068	149	23	80	**3 881**
Bouches-du-Rhône	7 309	2 120	246	94	579	**10 348**
Hautes-Alpes	522	157	[21;30]	[1;10]	21	**727**
Var	2 895	966	111	28	188	**4 188**
Vaucluse	2 259	550	[33;42]	[1;10]	86	**2 942**
Somme :	**16 448**	**5 050**	**594**	**171**	**968**	**23 231**

Parmi les attributions de logements sociaux en 2019, 66,6 % d'entre eux se situaient hors QPV et 25,2 % en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV). Il convient de relativiser ces pourcentages en raison d'un manque de données en base de l'ordre de 8,2 %.

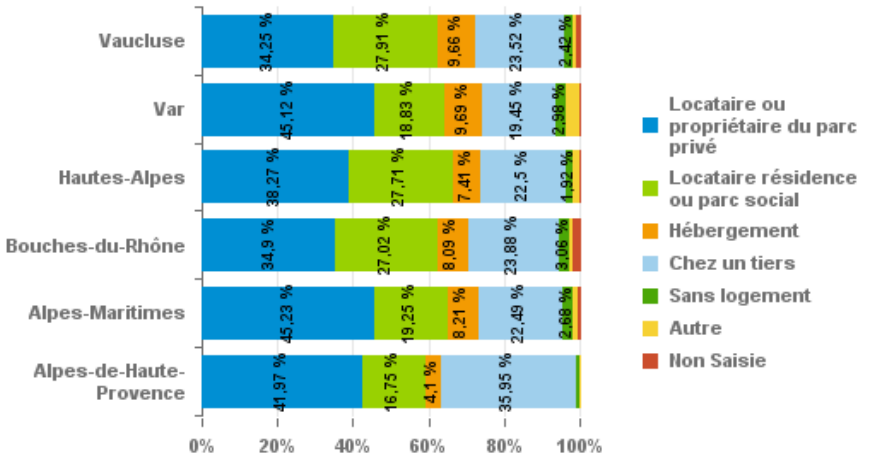
	Oui	Non	Ne sait pas	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	[22;31]	1 107	[1;10]	**1 146**
Alpes-Maritimes	704	2 918	300	**3 922**
Bouches-du-Rhône	3 591	6 127	854	**10 572**
Hautes-Alpes	[11;21]	712	[1;10]	**729**
Var	528	3 058	614	**4 200**
Vaucluse	1 068	1 767	146	**2 981**
Somme :	**5 934**	**15 689**	**1 927**	**23 550**

Avant d'accéder à un logement social en 2019, 38,8 % des demandeurs étaient locataires ou propriétaire du parc privé ; 24 % locataires du parc social ou d'une résidence sociale ; 23,4 % logeaient chez un tiers[4].

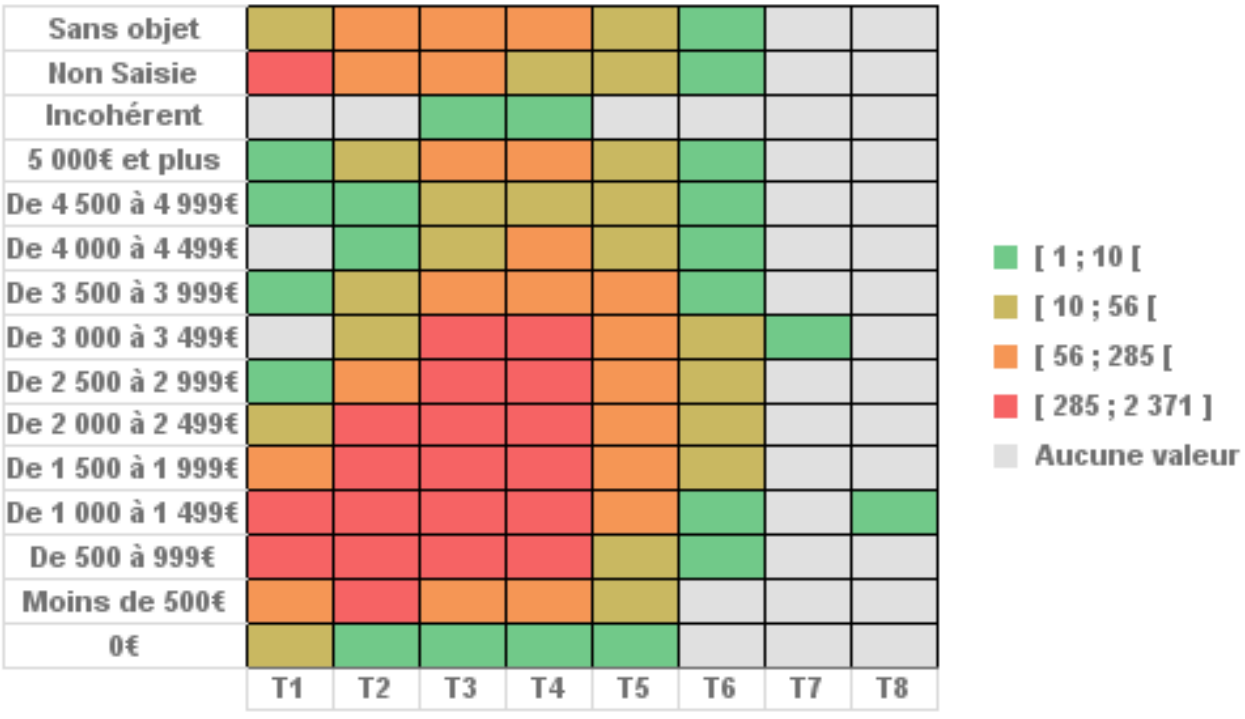
Attributions 2019 selon le mode de logement précédent



Attributions 2019 selon le mode de logement précédent et par département



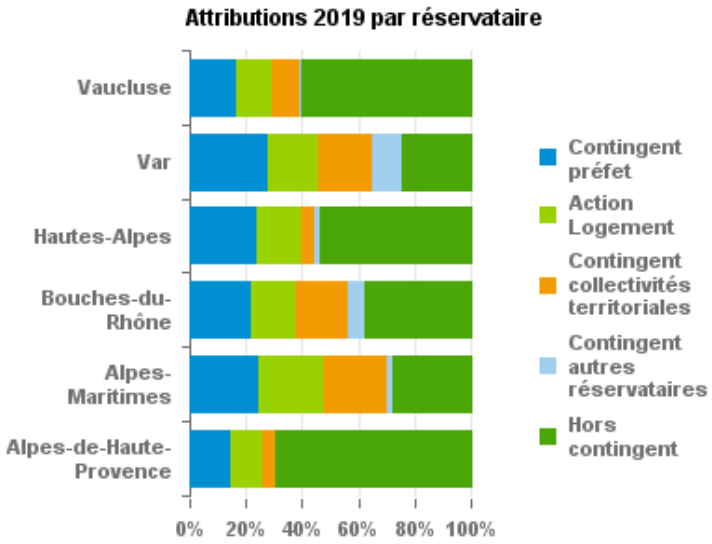
Logement attribué selon les ressources mensuelles du foyer



4 N'est pris en compte ici que le premier mode de logement indiqué dans la demande de logement social.

3.2.5. Le contingent préfectoral reste le plus mobilisé des contingents

Au niveau régional, 21,78 % des attributions 2019 ont été réalisées sur le contingent préfectoral.



	Contingent préfet	Action Logement	Contingent collectivités territoriales	Contingent autres réservataires	Hors contingent	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	157	135	[44;54]	[1;10]	801	**1 146**
Alpes-Maritimes	936	910	875	88	1 113	**3 922**
Bouches-du-Rhône	2 246	1 650	1 985	616	4 075	**10 572**
Hautes-Alpes	167	120	[22;32]	[11;21]	394	**729**
Var	1 149	734	813	441	1 063	**4 200**
Vaucluse	475	382	285	23	1 816	**2 981**
Somme :	**5 130**	**3 931**	**4 041**	**1 186**	**9 262**	**23 550**

**Les données inférieures à 11 sont secrétisées.*

3.2.6. Les attributions des réservataires DALO (Droit Au Logement Opposable)

Mise en œuvre depuis le 01 janvier 2008, la loi n° 2007-290 du 05 mars 2007 permet aux personnes mal logées, ou ayant attendu en vain un logement social pendant un délai anormalement long, de faire valoir leur droit à un logement décent si elles ne peuvent l'obtenir par leurs propres moyens.

Ce droit est dit « opposable », c'est-à-dire que le citoyen dispose de voies de recours pour obtenir sa mise en œuvre effective. Dans un premier temps, la personne peut exercer un recours devant une commission de médiation pour faire valoir son droit à un logement. Dans un second temps, si elle a été reconnue prioritaire pour être logée et qu'aucun logement ne lui a été attribué dans un délai variant de trois à six mois selon les départements, elle peut déposer un recours devant le tribunal administratif.

Pour faire valoir son droit, le demandeur doit être dans l'une des situations suivantes :

- sans aucun logement ;
- menacé d'expulsion sans possibilité de relogement ;
- hébergé dans une structure d'hébergement ou logé temporairement ;
- logé dans des locaux impropres à l'habitation, insalubres ou dangereux ;
- logé dans un local manifestement sur-occupé ou non-décent, à condition d'avoir à charge au moins un enfant mineur ou une personne handicapée ou d'être handicapé lui-même ;
- demandeur de logement locatif social depuis un délai anormalement long. Ce délai, qui varie d'un département à l'autre, est fixé par le Préfet de chaque département.

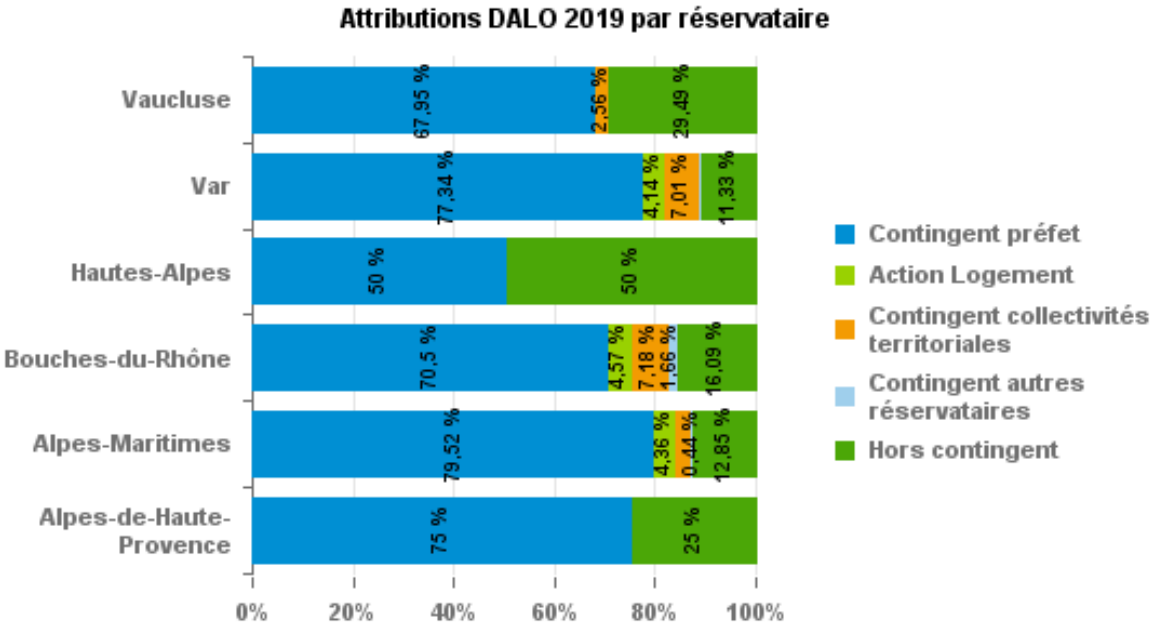
Pour être reconnu prioritaire et à loger d'urgence, le demandeur doit avoir fait des démarches pour résoudre ses difficultés de logement. Cela passe notamment par une demande de logement social enregistrée et régulièrement renouvelée, une démarche auprès du propriétaire qui loue son logement non décent (pour des mises en conformité) etc.

A l'échelle régionale, les attributions de logement social à des ménages reconnus DALO représentent 10 % des attributions totales (mutations et hors mutation) de la région en 2019 : 2 367 ménages DALO s'y sont en effet vus attribuer un logement social.

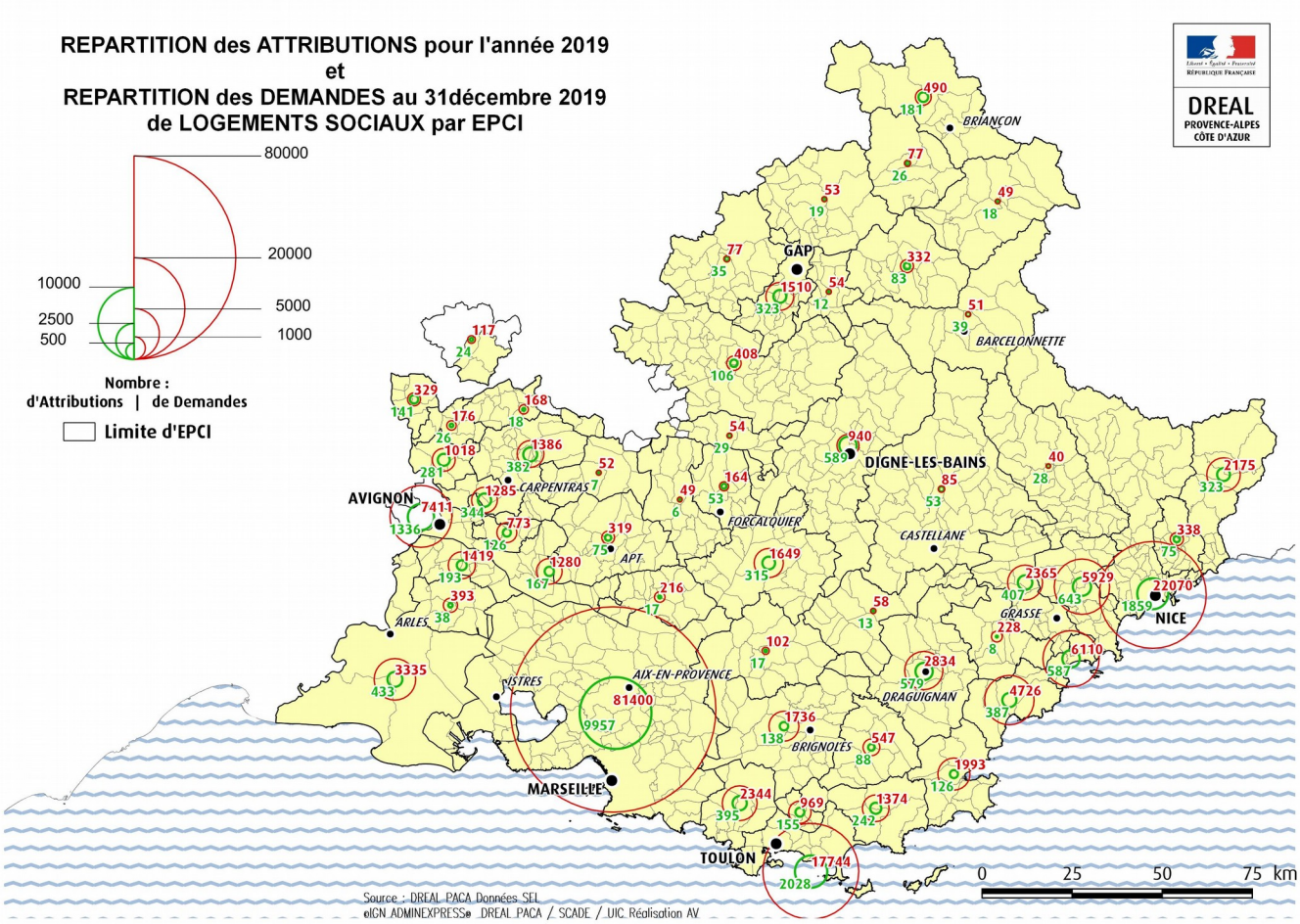
Département du logement attribué	Nombre d'attributions à des ménages DALO en 2019
Alpes-Maritimes	459
Bouches-du-Rhône	1 268
Var	556
Vaucluse	78
Somme :	**2 367**

Pour des raisons de secrétisation, les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes ne figurent pas dans ce tableau, leurs valeurs étant inférieures à 11.

Pour ces mêmes raisons, un tableau détaillé par département et par contingent ne peut être fourni dans le cadre de ce bilan, le nombre de ménages étant à plusieurs reprises inférieur à 11.



4. MISE EN RELATION DES DEMANDES AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET DES ATTRIBUTIONS DE LOGEMENTS SOCIAUX EN 2019



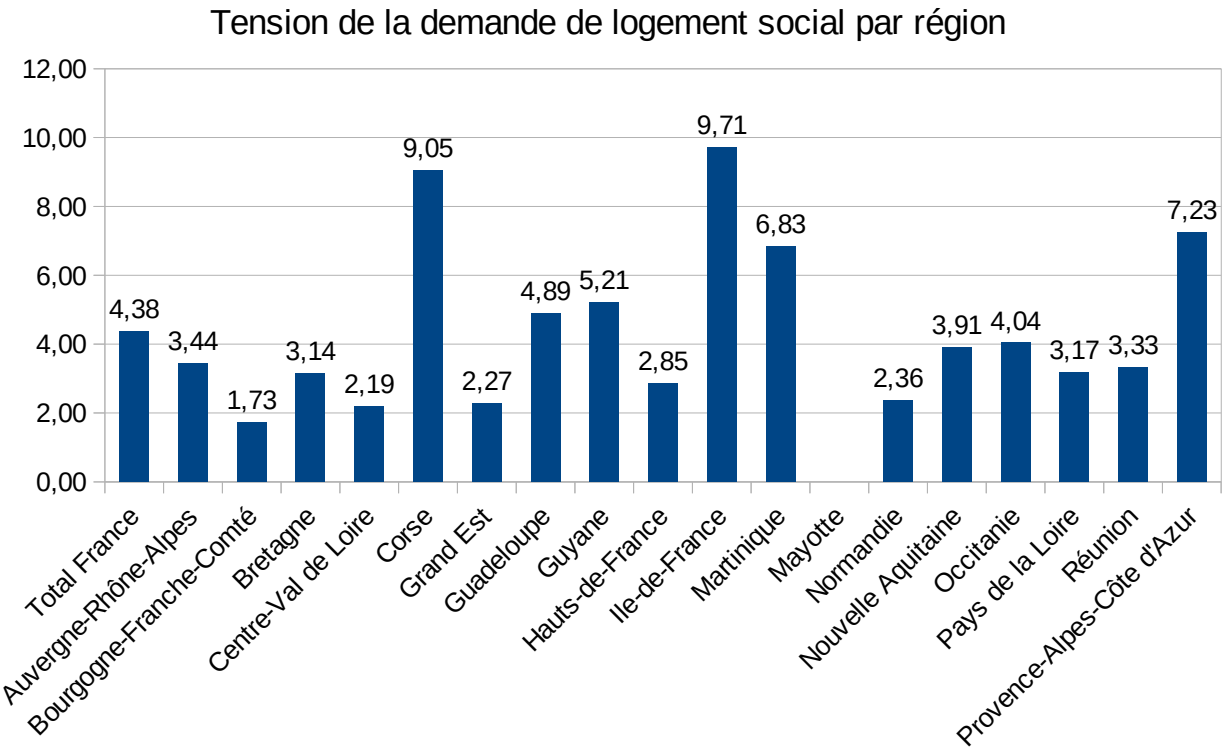
Ainsi, le ratio entre les demandes en stock au 31 décembre 2019 et les attributions de l'année 2019 varie selon les EPCI, d'une façon plus ou moins importante.

5. TENSION DE LA DEMANDE DE LOGEMENTS SOCIAUX

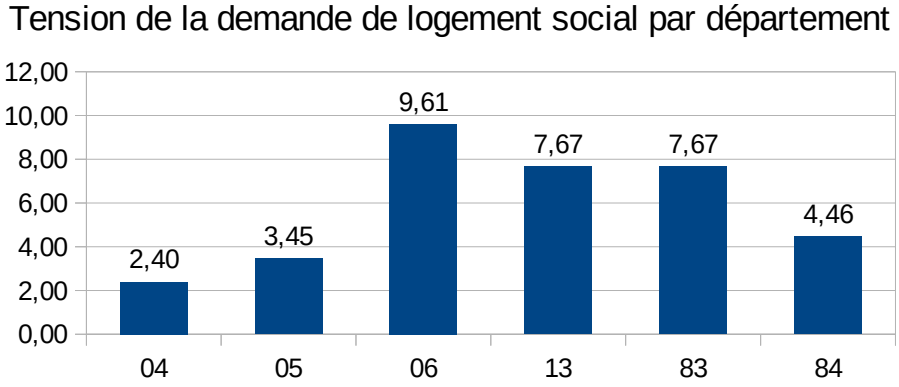
5.1. Tension globale de la demande de logements sociaux

La tension de la demande de logements sociaux correspond à la somme des demandes hors mutation, pour des personnes physiques et des associations, au 31 décembre 2019 pour la première localisation souhaitée, divisée par les attributions hors mutation, pour des personnes physiques et des associations, pour l'année 2019, pour la première localisation souhaitée.

La tension au niveau national est ainsi de 4,38. Celle de la Région est donc bien supérieure, avec 7,23.



Au niveau départemental, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, et le Var montrent des tensions élevées, la demande y étant plus forte que dans le reste de la région.



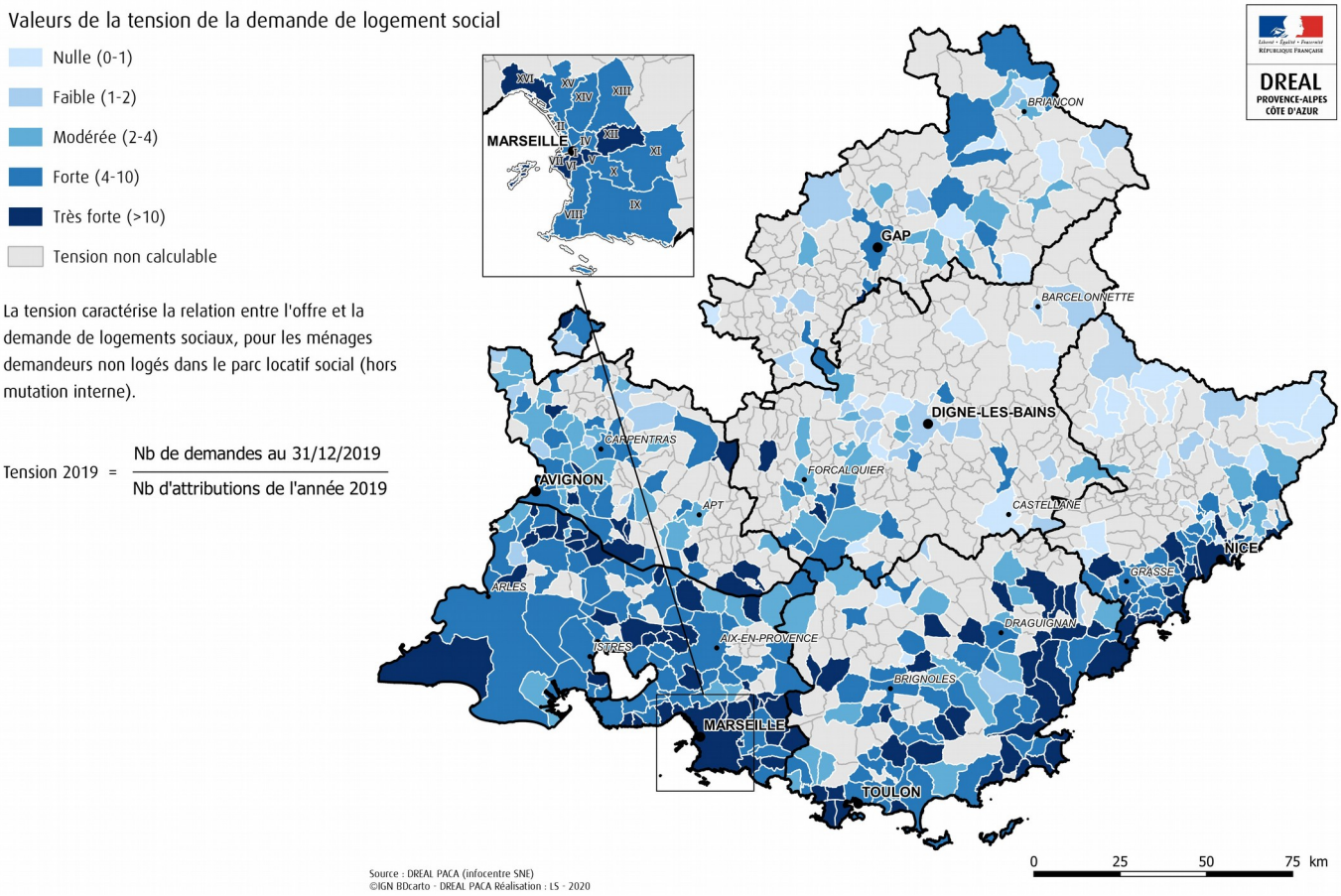
Le département des Bouches-du-Rhône concentre des tensions fortes ou très fortes sur une majeure partie de son territoire. La côte est également concernée par cette tendance, particulièrement marquée dans les Alpes-Maritimes et, dans une proportion un peu moindre, dans le Var.

Le Vaucluse voit ses tensions les plus élevées autour des agglomérations et en limite départementale avec les Bouches-du-Rhône.

A noter également :

- des tensions fortes dans certaines communes des Hautes-Alpes ;

- des tensions très fortes dans quelques communes des Alpes de Haute-Provence : La Brillanne (14), Volx (11,7) et Banon (11) en raison d'un faible nombre d'attributions.



5.2. Tension par typologie de logement

La tension de la demande de logements sociaux par typologie de logement correspond à la somme des demandes hors mutation, pour des personnes physiques et des associations, au 31 décembre 2019 pour la première localisation souhaitée, avec cette typologie comme plus petite typologie souhaitée, divisée par les attributions hors mutation, pour des personnes physiques et des associations, pour l'année 2019, pour la première localisation souhaitée, de cette typologie.

Au niveau national, sauf quelques exceptions, plus la typologie du logement diminue, plus la tension est faible.

Dans les départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la tension se concentre surtout sur les chambres et T1, à l'exception des Alpes de Haute-Provence où la tension la plus forte concerne les T2.

	Tension Chambre-T1	Tension T2	Tension T3	Tension T4	Tension T5	Tension T6 et +	Tension globale
Alpes-de-Haute-Provence	1,30	5,58	2,75	1,50	0,89		2,40
Hautes-Alpes	9,89	4,86	2,58	1,83	1,50	0,33	3,45
Alpes-Maritimes	27,10	9,45	7,74	8,07	3,61	2,25	9,61
Bouches-du-Rhône	18,76	10,94	5,51	5,83	4,42	2,06	7,67
Var	34,88	8,49	6,57	5,31	2,71	1,70	7,67
Vaucluse	21,26	6,89	3,48	3,14	2,21	1,14	4,46
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**17,61**	**9,33**	**5,65**	**5,21**	**3,25**	**1,74**	**7,23**
France	**9,83**	**5,96**	**3,14**	**2,73**	**2,16**	**1,36**	**4,38**

6. FLUX DES DEMANDES ET RADIATIONS DE L'ANNÉE 2019

État de la demande à la fin de l'année 2018

Département	04	05	06	13	83	84	Total
Nb de demandes	3 349	2 535	37 542	82 792	34 040	15 476	**175 734**

+

Nouvelles demandes de l'année

Département	04	05	06	13	83	84	Total
Nb de demandes	2 973	2 414	19 627	46 518	17 708	11 045	**100 285**

-

Demandes radiées en 2019

Département	04	05	06	13	83	84	Total
Attribution	1 146	729	3 922	10 572	4 200	2 981	23 550
Irrecevabilité, non réponse, abandon	125	312	334	884	491	206	2 352
Non renouvellement	1 867	1 142	13 886	32 236	12 166	8 019	69 316
Total	3 138	2 183	18 142	43 692	16 857	11 206	**95 218**

=

État de la demande à la fin de l'année 2019

Département	04	05	06	13	83	84	Total
Nombre de demandes	3 184	2 766	39 027	85 618	34 891	15 315	**180 801**
Variation / 2018	-4,93 %	9,11 %	3,96 %	3,41 %	2,50 %	-1,04 %	2,88 %